s'est jamais portée acquéreur et n'a jamais dirigé les compagnies mentionnées dans l'art. 2d) de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*. L'actif (mais non pas les actions) de ces compagnies a été exproprié par la Devco le 30 mars 1968. Le 15 mai 1970, le sous-procureur général du Canada, au nom de la Devco, entamait des procédures devant la Cour de l'Échiquier en vue d'établir le montant des indemnités au chapitre de l'actif exproprié; à la suite de cette action, les compagnies en cause ont reçu une offre de onze millions de dollars à titre d'indemnité globale pour toutes les réclamations touchant l'actif exproprié, sous réserve de la déduction stipulée dans l'art. 12(3) de ladite Loi.

2. Aux termes de l'art. 10 de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, un plan des immeubles expropriés par la Devco a été déposé au bureau du registraire des titres du comté de Cap-Breton, à Sydney, Nouvelle-Écosse, le 22 mars 1968, sous le numéro M612. L'inventaire des biens meubles expropriés par la Devco a été enregistré au bureau du registraire général du Canada le 19 mars 1968, sur la pellicule n° 217, document 183.

3. Les évaluateurs de la Couronne ont calculé le montant de l'actif exproprié en fonction des directives de l'art. 12 de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*.

LES VÉRIFICATEURS DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

Question n° 995—**M. Fortin**:

1. Depuis la constitution de la Société de développement du Cap-Breton, a) qui a été nommé vérificateur de cette société et en vertu de quelle autorité, b) quel est son traitement annuel, c) l'auditeur général a-t-il été nommé vérificateur ou covérificateur de cette entreprise et, sinon, pourquoi?

2. Quels progrès a-t-on réalisés dans la nationalisation ou les opérations d'expropriation de cette entreprise?

M. Martin P. O'Connell (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): 1. (a) Touche, Ross, Bailey et Smart, d'Halifax (N.-É.) en vertu du C.P. 1967-2099, 2 novembre 1967. (b) Les frais sont calculés en fonction des services de vérification rendus chaque année. (c) Non. Lorsque des experts privés sont nommés pour vérifier les comptes d'une compagnie propriétaire, il n'est pas courant de nommer en outre l'auditeur général.

2. Voir la réponse à la question 994.

[Traduction]

LE PERSONNEL DES FILIALES AMÉRICAINES

Question n° 1033—**M. Yewchuk**:

1. Combien d'employés engagés par des filiales américaines au Canada ont été mis à pied en 1970?

2. En 1970, combien d'employés engagés par des filiales américaines au Canada ont fait la grève?

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): 1 et 2. Renseignements non disponibles.

LA PUBLICATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES ALIMENTS ET DROGUES

Question n° 1119—**M. Orlikow**:

1. Le numéro de janvier de la publication «RX» de la Direction générale des aliments et drogues du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social fournit-elle une liste des prix de divers fabricants de trois drogues différentes et, dans l'affirmative, s'agit-il dans l'un des cas de l'*Empire Drugs*?

2. Entre le 1^{er} et le 15 janvier 1971, *Empire Drugs* a-t-elle été rayée de la liste des sociétés se conformant à la norme 74-GP-1b?

3. A quelle fin supprime-t-on le nom d'une société de la liste des sociétés se conformant à la norme 74-GP-1b?

4. Interdit-on aux ministères ou aux organismes fédéraux d'acheter des drogues aux sociétés qui ne se conforment pas à la norme 74-GP-1b?

5. La publication officielle de la Direction générale des aliments et drogues a-t-elle omis dans la liste aucune société qui se conforme à cette norme?

6. A quelle date a-t-on mis en circulation le numéro de janvier du bulletin «RX»?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): 1. Partie I, Oui. Partie II, Oui.

2. Oui.

3. La norme 74-GP-1b de l'Office des normes du gouvernement canadien est un guide d'achat des drogues à l'usage des agents du gouvernement. En général, les sociétés supprimées de la liste des sociétés se conformant à la norme 74-GP-1b ne peuvent faire de soumission pour les drogues achetées par le gouvernement fédéral. Il arrive cependant que le gouvernement achète, pour son usage, des drogues à des sociétés dont le nom n'apparaît pas sur la norme 74-GP-1b, si les produits sont des spécialités.

4. Voir réponse à la question 3.

5. Non.

6. Le numéro de janvier 1971 du bulletin RX a été mis en circulation le 17 février 1971.

LES TARIFS COMMERCIAUX DE PRÉFÉRENCE

Question n° 1172—**M. Haidasz**:

A quels pays le Canada accorde-t-il des tarifs commerciaux de préférence?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Le Canada accorde les avantages du tarif britannique de préférence aux marchandises des pays suivants: Royaume-Uni, République d'Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Inde, Ceylan, Irlande, Bahamas, Jamaïque, Barbade, Trinité et Tobago, Antigua, Saint-Christophe-Nevis-Anguilla, Dominique, Montserrat, Îles Vierges britanniques, Grenade, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, Îles Turks et Caicos, Ascension, Bermudes, Guyane, Honduras britannique, Brunei, Sierra Leone, Singapour, Îles Cocos, Swaziland, Tonga, Samoa occidentales, Lesotho, Protectorat britannique des îles Salomon, Chypre, Îles Anglo-Normandes, Îles Caïmanes, Îles Cook, Fidji, Îles Falkland, Ghana, Gambie, Îles Gilbert-et-Ellice, Île de Man, Kenya, Malaisie, Malte, Maurice, Zambie, Malawi, Nigeria, Île Norfolk, Nouvelle-Guinée, Nauru, Papouasie, Sainte-Hélène, Île Christmas, Seychelles, République unie de Tanzanie, Ouganda et Botswana.